

La guerre en Ukraine

Entre États-Unis et Ukraine un accord « symbolique »

L'expert en géopolitique Peer De Jong analyse les conséquences de l'accord signé entre les États-Unis et l'Ukraine sur les ressources naturelles. Pour lui, cet accord est plus un symbole qu'un tournant.

Éclairage

Ce que dit l'accord signé mercredi

Des négociations difficiles

Donald Trump a maintes fois exigé une compensation de l'aide américaine versée depuis 2022. Volodymyr Zelensky avait rejeté une première mouture de l'accord mais les deux pays avaient ensuite réussi à trouver un compromis, décrit comme très désavantageux pour Kiev. « L'accord a changé de manière significative au cours du processus de préparation. Il s'agit désormais d'un accord véritablement équitable qui crée des opportunités d'investissements significatifs en Ukraine », a déclaré le président ukrainien, jeudi.

Comment l'accord fonctionne-t-il ?

Les deux États doivent mettre en place un fonds d'investissement financé et géré à parts égales pour la reconstruction de l'Ukraine. Celle-ci y apportera des redevances tirées de « nouvelles » licences sur ses matières premières, tout en conservant le contrôle de toutes ses ressources naturelles et infrastructures. L'accord couvre 57 types de ressources minérales. Si le document reconnaît un important « soutien financier » américain fourni à l'Ukraine depuis 2022, il ne mentionne aucune dette à rembourser pour cette assistance. Il prévoit, en revanche, que la nouvelle aide militaire américaine sera comptabilisée comme contribution au fonds. Les bénéfices dégagés par le fonds seront réinvestis dans le pays, selon Kiev. L'accord stipule également que ses dispositions ne doivent pas empêcher une adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne et qu'il sera soumis au Parlement ukrainien pour ratification.

Pas de garanties de sécurité

L'Ukraine a maintes fois souligné que tout accord sur ses ressources naturelles devrait inclure des garanties de sécurité solides afin de dissuader Moscou de l'attaquer à nouveau. Mais le document signé mercredi ne mentionne aucun engagement américain spécifique en matière de sécurité. Toutefois, un communiqué du Trésor américain a évoqué « l'invasion à grande échelle » de l'Ukraine par la Russie, fait très rare dans la bouche de Washington depuis le rapprochement avec Moscou opéré par Trump.

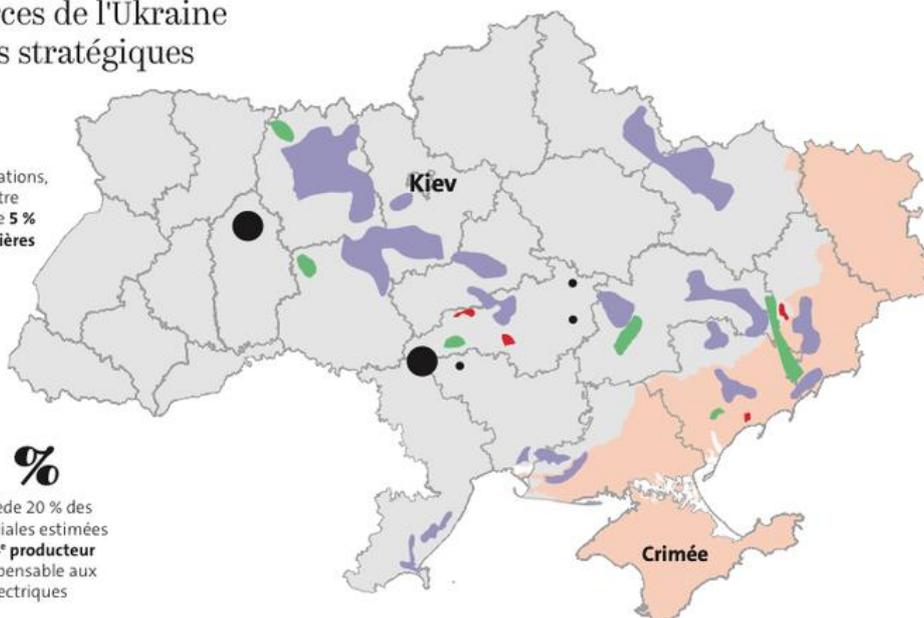
Les ressources de l'Ukraine en minerais stratégiques

5 %

Selon diverses estimations, l'Ukraine concentre à elle seule quelque 5 % des ressources minières mondiales

20 %

L'Ukraine possède 20 % des ressources mondiales estimées de graphite (14^e producteur mondial), indispensable aux batteries électriques



Sources : AFP, Service géologique ukrainien (sélection de minerais), Institute for the Study of War and AEI's Critical Threats Project

● Graphite ● Titane, zirconium
● Lithium ● Terres rares
■ Territoire contrôlé par les Russes au 4 février 2025



Peer De Jong est ancien colonel des troupes de marine et expert en géopolitique. Photo Institut Themis

Propos recueillis par Pierre Coudurier

Est-ce que la signature de cet accord va renforcer la position de l'Ukraine dans les négociations ?

Il faut rester lucide, cet accord est symbolique. Il rassure les Ukrainiens mais n'aura aucun effet concret à court terme. C'est un contrat-cadre, sans échéancier, sans projet précis. Tant qu'il n'y aura pas de cessez-le-feu ou de stabilisation, aucune extraction de minerais ne pourra commencer. Il consolide, certes, le lien entre Kiev et Washington mais n'a aucune répercussion sur l'évolution de la guerre. Il repose sur

une base 50/50 entre les deux pays mais reste une perspective pour l'après-conflit, rien de plus.

Les terres rares étant concentrées de part et d'autre de la ligne de front, cet accord ne peut-il pas néanmoins figer les combats et contrarier des plans de nouvelles avancées russes ?

Cet accord n'est pas un contrat opérationnel. Ce n'est pas demain la veille que des entreprises américaines seront sur le terrain, le long de la ligne de front. Il y a donc un décalage énorme entre le théorique et le pratique. L'accord ne peut pas se mettre en œuvre sans cessez-le-feu.

La Russie peut-elle accélérer les négociations ?

C'est ambigu. Le ministre des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, affiche une certaine ouverture, tandis que Medvedev (ancien président russe et vice-président du Conseil de sécurité de Russie, NDLR) tient un discours diamétralement opposé. Il y a un double langage, volontaire. Les Russes veulent à la fois maintenir

les Américains proches de l'Ukraine mais aussi les pousser à s'en éloigner. Il faut surveiller ce qui se passera autour du 15 mai : les Américains pourraient revoir leur position. Trump s'est donné quinze jours pour décider et il est probable que les États-Unis réduisent leur engagement. Ce désintéret grandissant pourrait permettre aux Russes de reprendre l'avantage sur le terrain.

En réalité, Moscou n'a pas d'intérêt à signer un accord maintenant...

Exactement. Les Russes ne veulent pas d'un accord rapide, sauf à leurs conditions, très favorables. Par exemple, l'interdiction pour l'Ukraine d'entrer dans l'Otan. Les Américains semblent prêts à accepter cela mais les Ukrainiens, eux, ne peuvent pas s'y résoudre. Pourtant, ils ont peu de moyens pour s'y opposer.

Et l'Europe dans tout ça ?

L'Europe a très peu de leviers. Les armées européennes ne sont pas capables de se projeter de manière crédible. Les Français peuvent mobiliser 5 000 hommes, au mieux, mais ce n'est pas suffisant. Les Polonais et les Finlandais ont dit non à un engagement plus poussé. L'UE fournit de la formation, du déminage, mais rien de véritablement décisif. Militairement, les Européens ne sont pas considérés comme des partenaires

sérieux par les Américains. Le président Trump, lui, ne parle qu'à Giorgia Meloni (la présidente du Conseil italien, NDLR). Emmanuel Macron a même été écarté de certains dialogues clés.

« On entre dans une période de flottement.

Les Américains pourraient "larguer les amarres", laisser l'Europe gérer seule pendant quelques mois. »

Quelles sont les perspectives à court terme ?

La situation est très instable. On entre dans une période de flottement. Les Américains pourraient « larguer les amarres », laisser l'Europe gérer seule pendant quelques mois. Il n'y aura pas de troupes américaines sur le terrain. Le sommet de l'Otan, en juin, sera un moment crucial : soit Washington réaffirme son engagement, soit elle se retire davantage. En attendant, les Ukrainiens sont à bout de souffle, les Russes préparent une éventuelle contre-offensive et le monde évolue désormais au jour le jour, au rythme des décisions imprévisibles de Trump.

« Tant qu'il n'y aura pas de cessez-le-feu ou de stabilisation, aucune extraction de minerais ne pourra commencer. »